

République Française  
Département de la Vienne  
Mairie de Tercé

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

### SÉANCE DU 13 JUIN 2014

L'an deux mille quatorze, le treize juin à vingt heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune de TERCE, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Christian RICHARD, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 05 juin 2014

Nombre de conseillers :  
   - en exercice : 15  
   - présents : 13  
   - votants : 13

Présents : Christian RICHARD, Christine POLO, Jean-Paul PANICAUD, Marion AUBRUN, Franck BAYARD, Brigitte COUSSAY, Sébastien BOURGOIN, Aurélie FOURNIER, Jean-Joël BRUNET, Catherine MARTINEAU, Michel GUEDON, Nathalie TEXIER, Françoise TOURAINE.

Absents excusés : Messieurs Patrick LAURENT et Franck RIGAUD

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut délibérer.

Participait également à la réunion : Madame Alexandra FRANCHAUD, adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe.

Madame Alexandra FRANCHAUD et Monsieur Sébastien BOURGOIN ont été élus secrétaires.

### N°11 – OBJET : PRESCRIPTION PLU – MODALITE DE CONCERTATION

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que le code de l'urbanisme a profondément été renouvelé suite à l'entrée en vigueur :

- de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU), de la loi n°2003-152 du 2 juillet 2003, relative à l'urbanisme et à l'habitat (UH),
- de la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (dit Grenelle 1),
- de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dit Grenelle 2 ou ENE)
- de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR)

Le Plan d'Occupation des Sols approuvé le 13 avril 2001 devra être engagé dans une démarche de transformation en PLU au plus tard le 31 décembre 2015 sous peine de caducité à cette date, et être approuvé le 26 mars 2017.

Monsieur le Maire propose ainsi au Conseil Municipal, de se prononcer sur le lancement de cette procédure sur le territoire de la commune.

**Après avoir entendu l'exposé du Maire**

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L.123-1 et suivants et les articles R.,123-1 et suivants

Vu le Code de l'environnement,

Vu le Code de l'expropriation,

Vu le Code général des collectivités locales,

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal ;**

- 1 Décide de prescrire l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble du territoire communal conformément aux articles L.123-1 et suivants du code de l'urbanisme;
- 2 De lancer la concertation prévue à l'article L.300-2 du code de l'urbanisme. Cette concertation revêtira les formes suivantes :
  - Affichage de la présente délibération pendant toute la durée des études nécessaires; articles dans le bulletin municipal,
  - Réunions avec les associations, réunions publiques avec la population au nombre de deux,
  - Affichage de l'évolution du projet sur des panneaux en mairie; un registre destiné aux observations de toute personne intéressée sera mis à la disposition du public tout au long de la procédure, en mairie aux heures et jours d'ouverture;

La municipalité se réserve la possibilité de mettre en place toute autre forme de concertation si cela s'avérait nécessaire au bon déroulement de l'étude et à une meilleure compréhension pour les habitants.

Cette concertation se déroulera pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du projet de PLU.

A l'issue de cette concertation, Monsieur le Maire en présentera le bilan au Conseil Municipal qui en délibérera et arrêtera le projet de PLU.

2a- Demande à Monsieur le Maire de solliciter auprès de Monsieur le Préfet l'association des services de l'État conformément à l'article L.121-7 du code de l'urbanisme;

2b - Demande, conformément à l'article L.121-7 du Code de l'Urbanisme, que les services de la Direction Départementale des Territoires soient mis gratuitement à la disposition de la commune pour assurer la conduite de la procédure de révision du POS en PLU ;

- 3 Décide d'organiser une consultation pour réaliser la mission d'élaboration du PLU auprès d'au moins trois bureaux d'études ;

3a - Autorise Monsieur le Maire à signer tout contrat, avenant, convention ou marché nécessaire à l'accomplissement de la procédure ;

- 4 Autorise Monsieur le Maire, conformément à l'article L.121-7 alinéa 1<sup>er</sup> du code de l'Urbanisme, à solliciter de l'État l'attribution d'une dotation financière destinée à compenser les dépenses entraînées par les frais matériels et d'études nécessaires ;

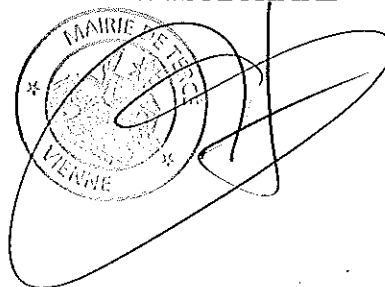
- 5 Dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, sont (seront) inscrits au budget de l'exercice considéré (chapitre 20 article 202 « Frais liés document d'urbanisme & numérisation cadastre), en section investissement ;

La présente délibération sera transmise au Préfet, et notifiée, conformément aux articles L123-6 et L121-4 du code de l'urbanisme :

- au Président du Conseil Régional ;
- au Président du Conseil Général ;
- au Président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie ;
- au Président de la Chambre des Métiers ;
- au Président de la Chambre d'Agriculture ;
- au Président du Syndicat Mixte pour l'Aménagement du Seuil du Poitou

Conformément à l'article R.123-24 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie, durant un mois, et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Le Maire,  
Christian RICHARD



**Délibération rendue exécutoire**  
**Transmise à la Préfecture et affichée le : 27 juin 2014**